

## Hommage aux militants de la CGT du Cher, victimes du nazisme

1<sup>er</sup> mai 2008

Comme chaque année lors de la manifestation du 1er mai, nous rendons hommage à nos camarades militants de la CGT victimes de la répression nazie et de la police de Vichy pour leur activité patriotique et de défense des travailleurs.

Mais tout d'abord, je veux parler d'Albert KAISER et de Roger RIVET, Secrétaires exclus de l'Union départementale en 1939, arrêtés et morts en déportation respectivement en 1942 et 1943...

Je veux parler de Louis BUVAT, militant des Etablissements Militaires et membre du Bureau de l'Union départementale, arrêté en 1941 comme Joseph GERMAIN, militant à la fonderie de Mazières, qui vont périr de la même manière en 1943...

D'autres, tout aussi courageux, tels Roger THEBAULT, Justin DROUIN, Isidore THIAIS des Etablissements Militaires ou Marcel PERRIN, militant vierzonnais, seront arrêtés en 1941 et déportés en Allemagne l'année suivante.

Auparavant, tous ces militants et d'autres comme Marcel CHERRIER, exclu lui aussi du Bureau de l'Union départementale en 1939, ou GIRAUDON vont s'illustrer dans la clandestinité : actions de propagande revendicative, organisation de groupes armés (Organisation Spéciale puis Francs Tireurs et Partisans) mais aussi plus tard : luttes et grèves à l'initiative des Comités Populaires d'entreprises dès l'hiver 1940-1941 à Bourges (Schnoller, SNAC) puis à Vierzon, le 1er Mai 1942, à la SNIAS et encore dans les usines vierzonnaises les 11 novembre 1942 et 1943.

Citons encore Louis AUBOUET, métallurgiste de Saint-Florent et Jean SARSAT, cheminot qui, sous l'impulsion du parisien Jean ANDROS, reconstituèrent l'Union départementale CGT clandestine. Celle-ci lancera quelques mois plus tard, en juin 1944, l'appel à la grève et l'insurrection qui appuiera l'œuvre du Comité Départemental de Libération présidé par Marcel CHERRIER.

Parmi ces camarades qui organisent l'activité revendicative dans les entreprises il y avait Lucien PETIT qui deviendra par la suite secrétaire général de l'Union locale CGT de Bourges.

Ni les arrestations des militants, ni les déportations et fusillades n'entamèrent la détermination de tous ceux dont l'Histoire n'a pas retenu les noms. Cette action patriotique des travailleurs et de la CGT fut reconnue : Louis SAILLANT, militant CGT, présidera le Conseil National de la Résistance qui mettra en oeuvre la Sécurité Sociale, les Comités d'entreprise et nationalisera les grands secteurs de l'économie comme les usines Renault, le gaz et l'électricité.

Sans doute est-ce cela qui fera dire au grand écrivain François Mauriac : « *seule la classe ouvrière est restée dans sa masse, fidèle à la France profanée* » et au général de Gaulle, recevant une délégation du patronat français à la Libération : « *Messieurs, je n'ai vu aucun d'entre vous à Londres* ».

Comme à plusieurs reprises dans le passé, les classes possédantes avaient collaboré, illustrant le propos d'avant-guerre : « plutôt Hitler que le Front Populaire ».

Aujourd'hui le combat contre le fascisme continue.

Le parti fasciste d'aujourd'hui qu'est le Front National reste un danger pour les libertés et le monde du travail. La CGT, par son travail d'explication en tant qu'organisation syndicale contribue à lutter contre les idées d'extrêmes droites, racistes et xénophobes. Cependant, la CGT est préoccupée par la reprise et la banalisation de ces thèses dans d'autres discours politiques. C'est le cas notamment de Nicolas SARKOZY qui, durant sa campagne électorale n'a pas hésité à emprunter aux idées d'extrêmes droites. C'est encore lui, après son élection

comme président de la République qui a rejeté sur les africains eux-mêmes la responsabilité de la misère dans laquelle se trouvent la plupart des populations d'Afrique.

SARKOZY et son gouvernement sont totalement acquis aux visions ultralibérales de la société et de l'économie dont les salariés et leurs libertés sont les victimes. Les positions et les ambitions du MEDEF s'en trouvent grandement renforcées. De nouvelles attaques de grande ampleur sont en préparation contre les acquis sociaux notamment ceux de la Libération. Ce n'est pas de mise en concurrence ni de plus d'individualisme dont a besoin la société mais de plus de solidarité et de plus de justice sociale.

Dans la France d'aujourd'hui, il est urgent d'appliquer une politique qui s'affirme clairement antilibérale car le libéralisme qui met en concurrence les salariés prône la guerre économique. Des millions de gens sont broyés dans notre pays de la même manière que sur la planète. C'est cette philosophie d'exclusion permanente qui génère l'insécurité, le mal être des plus défavorisés, les frustrations.

Oui, comme l'avait déclaré le poète et metteur en scène allemand Berthold BRECHT après la deuxième guerre mondiale : « ***Il est encore fécond le ventre d'où a surgi la bête immonde*** » D'ailleurs, tout récemment, en février 2008, Denis KESSLER, quant à lui, chantre du capitalisme financier, ancienne éminence grise du baron Seillière lorsque celui-ci pilotait le Medef, lâchait cette déclaration de guerre : « ***Il faut défaire méthodiquement les acquis du Programme du Conseil National de la Résistance*** ».

Non le patronat, qui pour la grande majorité a collaboré avec l'occupant NAZI n'a toujours pas digéré l'application de ce programme toujours aussi moderne.

Les missiles contre les acquis sociaux partent dans tous les sens : pouvoir d'achat, emploi, 35 heures, universités, retraite, Constitution, stock-options, traité européen, heures supplémentaires, carte judiciaire, fiscalité, protection sociale et système de santé, «flexisécurité» ...

Patronat et gouvernement s'entendent pour criminaliser l'activité syndicale. Comme dans le reste du pays, dans le Cher, les attaques contre les militants syndicaux se multiplient. Il n'est pratiquement pas une entreprise où les salariés sont victimes de tentative de licenciement, de harcèlement pour obtenir leur démission lorsqu'ils veulent s'organiser avec la CGT pour se défendre.

Nous pensons à Malika, militante de Géant Casino, aux camarades de chez FUSSY PIECE AUTO, de JOSKIN.

Nous pensons aussi à Frédéric, militant de chez Bussière à Saint-Amand-Montrond poursuivi en justice pour s'être fait remboursé quelques communications téléphoniques effectuées pour le comité d'entreprise alors qu'il ne pouvait utiliser le local du CE prévu à cet effet. Heureusement, la mobilisation de la CGT dans l'entreprise ainsi qu'au plan local et départemental a permis d'obtenir sa relaxe.

En tant que syndicat agissant pour la conquête du progrès social en France, en Europe et partout dans le monde, dans une démarche indépendante vis-à-vis des gouvernements, des partis politiques et du patronat, la CGT est résolument opposée à toute restriction des libertés syndicales et du droit constitutionnel de grève.

A l'évidence, une large majorité de citoyens aspire à de profonds changements dans l'orientation de la politique économique et sociale du pays.

Dans les domaines de l'emploi, du pouvoir d'achat, des conditions de travail, des droits à la retraite comme pour l'accès aux droits fondamentaux en matière de santé, de logement, de transport, d'énergie, d'éducation, de culture... des réformes visant le plein emploi, le progrès social et la démocratie sociale sont nécessaires et possibles.

Pendant que les revenus du capital s'arrogent 10 % de plus chaque année, 5 à 6 millions de gens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il faut augmenter de façon substantielle les salaires, notamment en portant le SMIC à 1500 euros.

Il faut combattre la misère et non pas faire la guerre aux pauvres. Il faut combattre la précarité et non pas l'institutionnaliser. Il faut ouvrir une perspective pour les jeunes exclus et déshérités.

Ce n'est pas en allongeant les années de cotisations et en réduisant le taux des pensions que l'on va sauver les retraités mais en mettant à contribution les dividendes empochés par les actionnaires.

Dans la situation d'aujourd'hui, le syndicalisme reste la force de terrain susceptible de rassembler les salariés, retraités et chômeurs pour exiger un véritable progrès social dans une société de liberté, d'égalité des droits, de solidarité et de fraternité.

On ne peut manifester aujourd'hui sans rappeler que nous fêtons le 40<sup>e</sup> anniversaire de la formidable mobilisation que fut mai 68.

Comme le dit Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT, les événements de mai juin 68 n'ont pas éclaté comme un "coup de tonnerre dans un ciel serein". Cette année là, depuis plus d'un an les luttes ouvrières se sont développées, amplifiées, souvent unitaires. Elles ont pour objet les salaires et le pouvoir d'achat, les retraites, la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale et, déjà, le chômage et l'emploi...

Au plan international le Peuple Vietnamien lutte pour sa libération. En Tchécoslovaquie, le gouvernement Dubcek soutenu par le peuple prône un socialisme renouvelé, vraiment démocratique.

Toutes ces luttes ont abouti à une formidable mobilisation : 10 millions de salariés en grève dans toute la France, toutes les professions. Cette grande levée en masse a obligé le patronat et le gouvernement à s'asseoir à la table des négociations lesquelles ont abouti à ce que l'on a appelé les «Constats de Grenelle» avec de nombreux acquis sociaux dont l'augmentation de 35 % du SMIC, la reconnaissance du droit syndical à l'entreprise et bien d'autres avancées. La CGT se renforce de 350 000 adhérents dont 2 800 dans le Cher. Les femmes participent massivement aux grèves mais aussi à la direction de celles-ci. La nécessité et la perspective d'une union de la gauche sur la base d'un programme commun de gouvernement prennent corps.

Aujourd'hui, 40 ans après, pour le fidèle serviteur des milliardaires du Cac 40, SARKOZY déclare qu'il faut en finir avec mai 68.

Enfin, le 1er Mai étant une journée internationale d'action, de revendication et de solidarité nous ne pourrions pas conclure sans dénoncer d'autres fascismes : l'agression contre le Peuple Irakien par l'armée américaine.

Un autre fascisme est l'agression de l'armée Israélienne contre le Peuple Palestinien. Un jour on parle de paix, le lendemain le gouvernement israélien envoie ses chars et son aviation.

C'est un nouveau mur de la honte qui se construit pour encercler les territoires palestiniens.

Il faut obtenir :

- le retrait immédiat des forces israéliennes des territoires palestiniens en application de la résolution 1402 des Nations Unies

- l'envoi d'une force internationale de paix et de protection des populations civiles.

Le gouvernement américain qui se prétend être le gendarme du monde doit retirer ses troupes de l'Irak mais aussi d'Afghanistan et cela sans délais. Il doit payer les dégâts considérables qu'il a causés. Quant aux Nations unies elles doivent mettre tous les moyens nécessaires pour aider ce pays à sortir du chaos.

Le gouvernement français doit revenir sur sa décision d'envoyer de nouvelles troupes en Afghanistan.

Dans ce monde de guerre et de misère, il y a des signes d'espoir. Depuis quelques temps des luttes se développent. C'est le cas notamment sur les salaires. La mobilisation contre le CPE a aussi montré de façon éclatante le rapprochement entre la jeunesse et les organisations

syndicales. La CGT est apparue aux yeux de centaines de milliers de jeunes comme l'organisation sur laquelle ils pouvaient compter pour les aider tout en respectant leur indépendance. Dans de nombreux cas, ce sont des jeunes qui constituent les nouveaux syndicats CGT dans le Cher et ailleurs.

Tout récemment, des salariés sans papiers se sont mobilisés avec la CGT et sont en passe de gagner plusieurs centaines de régularisations. Sur le Printemps de Bourges, un groupe de militants CGT a recueilli en deux heures plus de 400 signatures sur notre pétition. Pour ceux qui ne l'ont pas fait, signez là et faites la signer.

En Europe, les luttes se développent aussi notamment en Allemagne (métallurgie, cheminots, fonctionnaires...) en Roumanie (Dacia), mettant ainsi à mal le projet d'Europe basé sur le capitalisme ultralibéral. En Angleterre avec le corps enseignant, c'est du jamais vu.

En Amérique du Sud, des peuples s'affranchissent de la domination américaine. Cuba n'est plus seul, Vénézuéla, Bolivie, Brésil, Chili, Argentine et tout récemment le Paraguay.

Le 15 mai les fonctionnaires seront dans la rue contre la Révision Générale des Politiques Publiques, la fameuse RGPP, vaste plan destructeur des services publics et du statut des fonctionnaires.

Hier les organisations syndicales se rencontraient au plan confédéral pour discuter d'une action unitaire et interprofessionnelle pour défendre les retraites.

Non, la France n'est pas un peuple d'esclaves et c'est souvent dans les périodes les plus difficiles que nous avons su relever la tête. Sachons nous rassembler dans les luttes pour imposer un avenir plus radieux pour nous et nos enfants.

Le 15 mai une grève générale sera organisée pour la défense du service public et le 22 mai une autre grève pour les retraites.

Merci à tous et à toutes.